

Bruxelles, nous revoilà !

La FUGEA l'avait annoncé au lendemain de la manifestation du 1^{er} février : si nous n'obtenons pas de réelles avancées au regard de nos revendications, nous maintiendrons la pression ! Force est de constater que la Commission semble avoir besoin d'un petit rappel. Dont acte, la FUGEA et ses alliés de la société civile reviendront à Bruxelles le lundi 26 février à l'occasion du prochain conseil des ministres. D'autres membres de la coordination européenne de la Via Campesina (ECVC) devraient emboîter le pas.

La ligne de la FUGEA n'a pas bougé. Depuis le début des contestations, nous demandons à l'Europe des mesures fortes pour :

- Sortir des accords de libre-échange et de la concurrence déloyale ;
- Mettre un coup d'arrêt définitif aux négociations de l'accord UE-Mercosur ;
- Réguler les marchés afin de garantir des prix justes et stables, protégés de la spéculation ;
- Rendre obligatoire la directive sur les pratiques déloyales en s'inspirant de la loi espagnole ;
- Garantir une PAC forte et juste pour soutenir les pratiques agro-écologiques.

En réponse, la Commission propose de mettre un coup d'arrêt à différentes mesures ou législations visant à protéger l'environnement et la biodiversité. Une fois de plus, l'Europe semble incapable de prendre la mesure des enjeux et avance des propositions destinées à apaiser les puissants, à l'image de la FNSEA qui a levé les blocages suite aux annonces d'Ursula Von Der Leyen.

L'impasse dans laquelle se trouve actuellement le secteur n'est pas le fruit du hasard. C'est la conséquence de plusieurs décennies de politiques ultra-libérales qui ont creusé les inégalités sociales et miné notre environnement. Une autre voie est pourtant possible. La FUGEA et les syndicats membres d'ECVC mettent en avant depuis longtemps des solutions structurelles, concrètes et cohérentes pour réduire les injustices criantes du système économique actuel.

La Commission doit changer son fusil d'épaule et sortir des dogmes libéraux si elle entend offrir un avenir à ses milliers de fermes et à ceux et celles qui vivent de la terre. La FUGEA et ses alliés feront tout pour être entendu et changer le cap de cette Europe à la dérive.





14 FEVRIER 2024

Contacts :

- Hugues Falys (porte-parole) : 0490 11 92 78
- Vincent Delobel (administrateur) : 0487 90 52 02
- Timothée Petel (chargé de mission) : 0499 90 75 92

